

# Deuxième atelier ENEV

## **« L'entreprise face à l'export : opportunités et contraintes »**

Antsirabe, juillet 2017



Les **défis** des exportations et les facteurs  
de **compétitivité**

- 
- 1. Coût du « doing business » pour les exportateurs**
  - 2. L'insuffisance de capacités commerciales**
  - 3. Faible capacité productive des entreprises**
  - 4. Trajectoires des politiques commerciales et industrielles**
  - 5. Gouvernance publique**

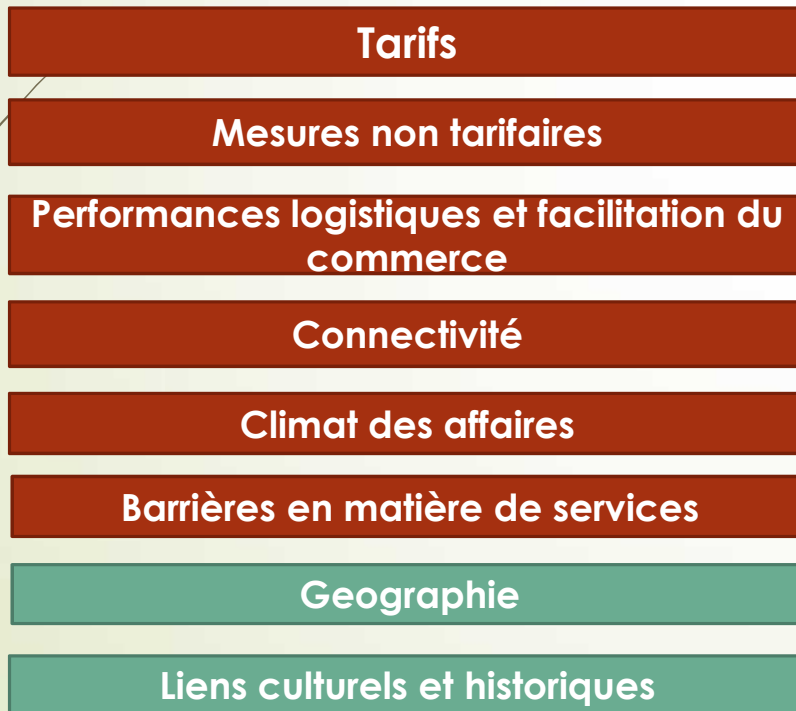
# 1. Coût du «doing business» pour l'exportateur

- Les procédures souvent longues et répétitives
- Le coût associé aux redevances liées à une opération d'exportation
- La performance des infrastructures physiques (TIC, eau, transports, énergie,..)
- Le rapport qualité/prix des services aux entreprises (transports, marketing, logistique, innovation et créativité, standardisation, conformité aux normes)
- L'asymétrie de l'information (préférences commerciales, accords commerciaux)
- La performance des intervenants de l'usine à la mise à FOB (chaîne logistique, services publics)
- Le niveau d'insécurité élevé (à l'usine, sur la route, dans les magasins, au port et dans les aéroports)

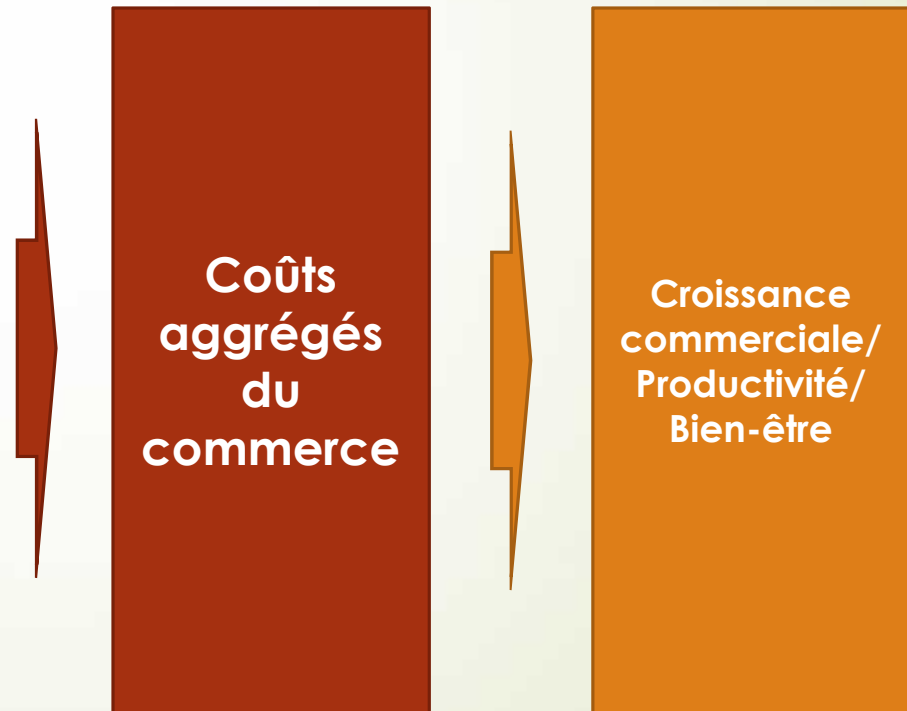
# Coût du commerce

Bases de calcul du cadre de suivi du G20

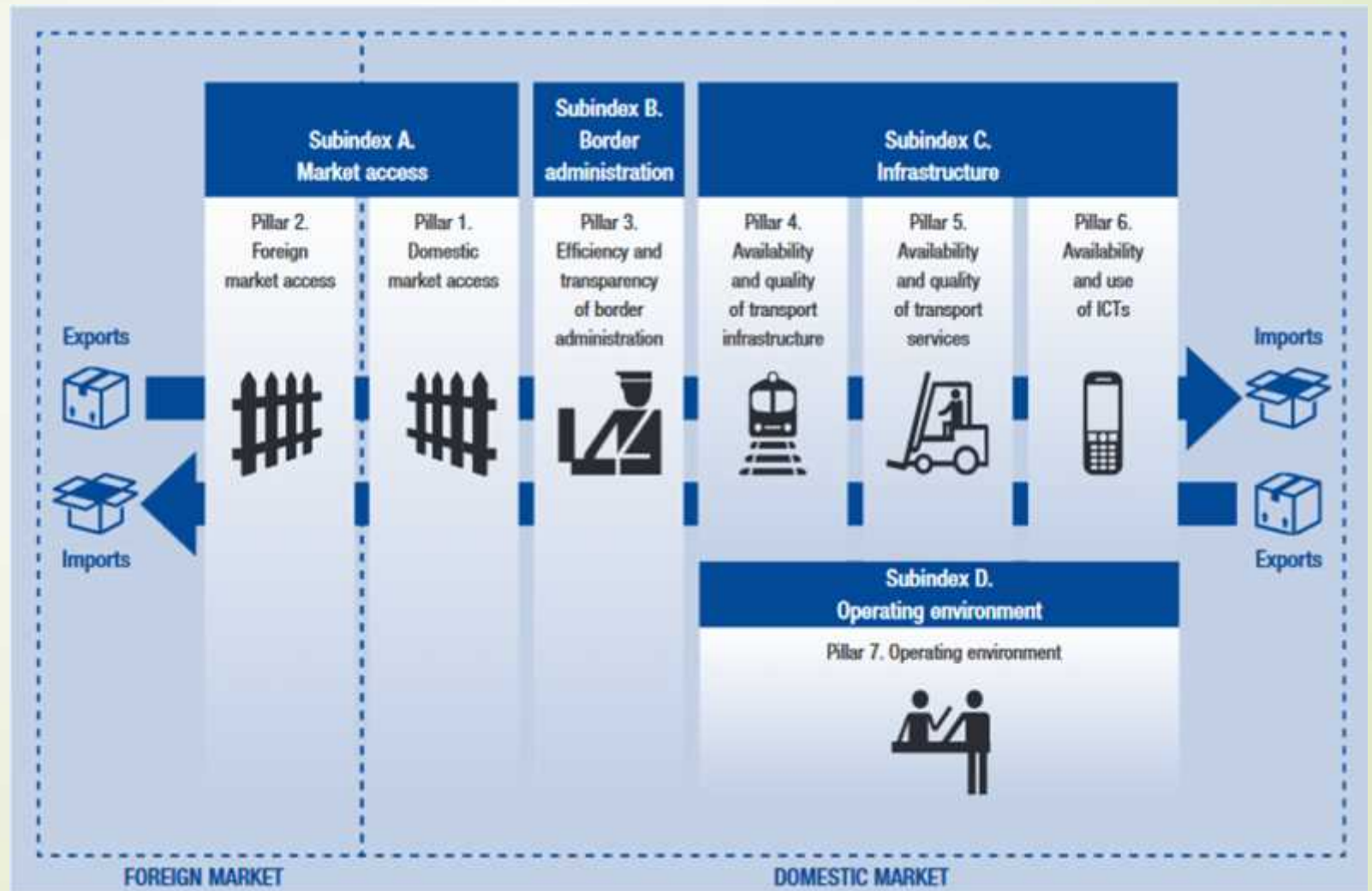
## Déterminants spécifiques



## Enregistrer les frictions



# Global enabling trade index du WEF



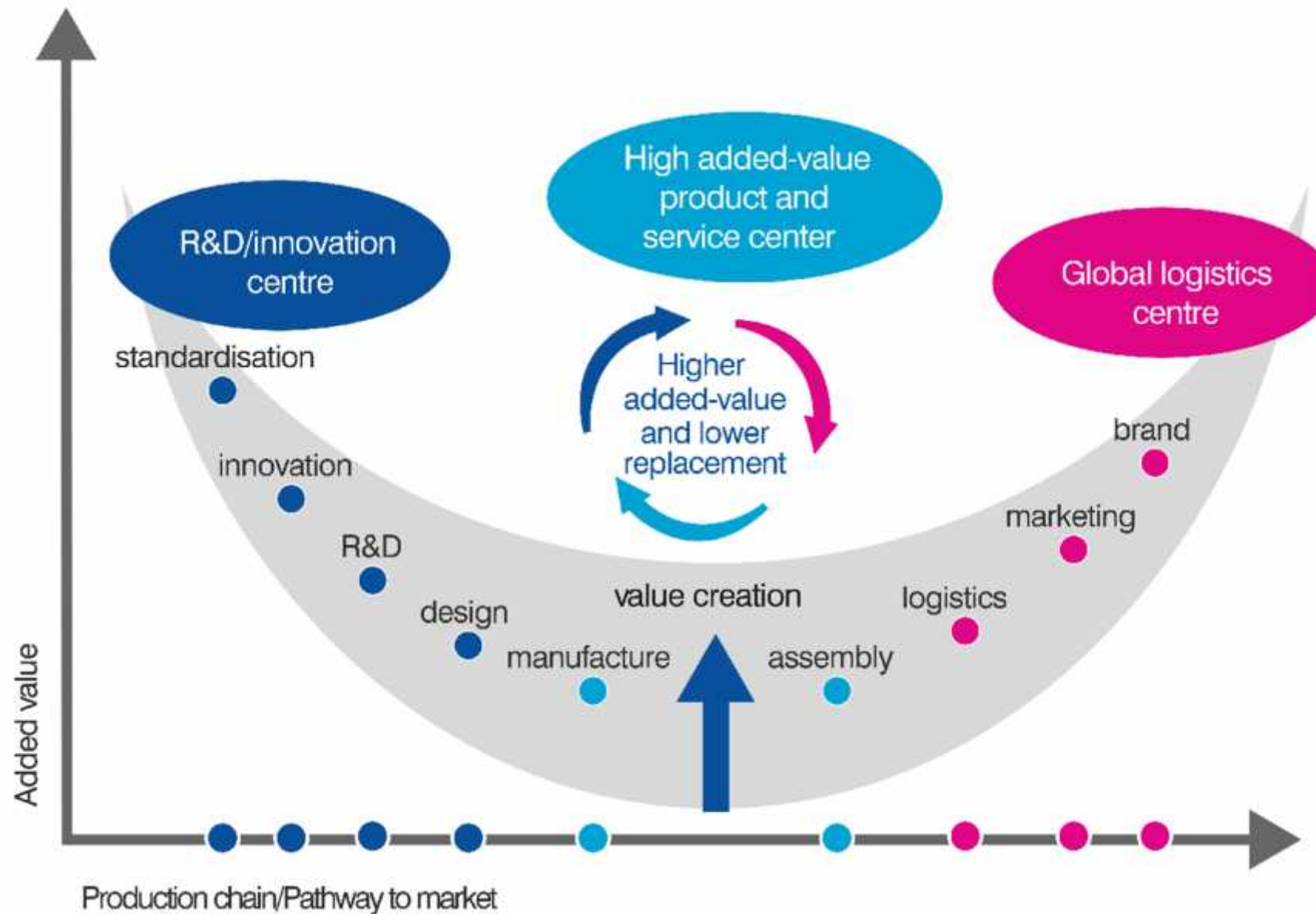


## 2. L'insuffisance de capacités commerciales

- Analyse erronée des chaînes de valeurs nationales, régionales et mondiales
- Infrastructures et capacités de mise aux normes et de qualité faibles
- Méconnaissance des marchés et de leur évolution
- Formulation et mise en œuvre atomisée de la politique commerciale
- Difficultés en matière de connaissance des règles à l'échelle régionale et multilatérale
- Approche dispersée et non coordonnée des négociations et du soutien aux entreprises

# 'Smiley Face' - conceptual model

Source : *Business Week International online extra, May 16, 2005, Stan Shih on Chinese Taipei and China*








# POLITIQUE COMMERCIALE

Selon les conclusions de l'examen de politique commerciale:

- la mise à l'échelle et à la mise aux normes des infrastructures,
- la réforme en profondeur des politiques pour une meilleure Gouvernance,
- l'amélioration du climat des affaires,
- le renforcement des institutions et
- l'amélioration des services et des conditions d'opération des entreprises nationales d'électricité et de transport aérien afin de maintenir la compétitivité à l'export des entreprises

- 
- Afin d'accélérer sa croissance, Madagascar misera sur
    - un effet combiné des investissements publics et privés pour créer les conditions de l'innovation, de l'entrepreneuriat, et de l'amélioration de sa capacité productive en général.
    - Les effets induits de la répartition spatiale de l'investissement public dans les infrastructures qui sont de nature à créer des débouchés pour des produits de haute valeur pouvant être source de revenu pour ceux qui les exploitent.
    - La gouvernance publique, à tous les niveaux y compris dans les collectivités locales c'est le gage d'une meilleure collecte des taxes, d'une formalisation des entreprises, et de confiance de la part des investisseurs privés nationaux et internationaux

### 3. Faible capacité productive des entreprises

- ▶ La productivité et la performance restent insuffisantes
- ▶ La réglementation technique, les normes et les réformes dans les secteurs des services ont besoin d'être améliorées
- ▶ La concurrence entre les secteurs pour les ressources rares est manifeste (terrains, financement, énergie)
- ▶ Absence de vue globale et intégrée de la compétitivité et de l'entrepreneuriat (éducation, genre, santé, innovation, gouvernance publique, infrastructures, ..)
- ▶ Le syndrome du produit importé « peu cher » (coût de production élevé, existence de fraude, économie d'échelle des grandes entreprises, l'acheteur est très influencé par le prix et moins par la qualité)

## 4. Les trajectoires des politiques commerciales et industrielles

- Une approche de diversification des secteurs qui, poussée à l'extrême, entraîne du « saupoudrage »
- L'absence de continuité et de corrélation avec les politiques en amont (éducation nationale, migration, production Agricole, investissements publics, investissements privés, intervention des partenaires techniques et financiers, ....)
- La toute puissance des projets face à l'Administration souvent dépourvue de moyens (humains, matériels, financiers, ..) leur laissant champ libre à l'initiative
- La méfiance systématique de l'Administration face aux projets orientés secteur privé
- Les conflits de clochers et de lutte d'influence dans les filières et entre les filières

## 5. Gouvernance publique

- Orientations, priorités et agenda des partenaires parfois contradictoires
- Les répétitions et redondances dans les approches
- La coopération entre les entités publiques insuffisante verticalement et horizontalement
- La coordination des politiques nécessite un gros investissement et un changement de références
- La science, la technologie, l'innovation et la recherche n'ont pas encore trouvé leurs places dans le dispositif de développement économique (formulation de politiques, mise en œuvre, suivi)



MERCI

